

CONCERTATIONS AUTOUR DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Les syndicats autonomes écartés

Le bal des consultations autour du projet de révision constitutionnelle, que pilotera le ministre d'Etat et directeur de cabinet du président de la République ne concernera pas les syndicats autonomes.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Contrairement aux consultations de l'été 2011 menées par le président du Sénat, celles que devra mener à partir de dimanche prochain le ministre d'Etat et directeur de cabinet à la présidence de la République, Ahmed Ouyahia ne concerneront pas les syndicats autonomes. C'est du moins ce que l'on a pu vérifier auprès d'entités syndicales relevant des secteurs de l'éducation et de la santé.

Pour Meziane Mérianne, secrétaire général du Snapest, le syndicat n'a pas été destinataire de la mouture du projet de révision constitutionnelle et ne «risque» pas, de ce fait, d'être invité à ces concertations.

Ce qui ne semble pas, néanmoins, déranger outre mesure Mérianne qui tiendra à préciser que «même si l'invitation nous était faite, le Snapest l'aurait tout simplement déclinée» du fait, expliquera-t-il, que «les consultations Bensalah n'ont pas été suivies de concret».

La mise à l'écart de ces consultations des syndicats est aussi confirmée du côté de l'Unpef un autre syndicat de l'éducation. Son porte-parole affirmera n'avoir reçu aucune mouture dudit projet de révision constitutionnelle.

«A ma connaissance, aucun syndicat, du moins, ceux autonomes, n'ont été conviés à ces concertations», ajoutera Mustapha Amraoui.

Du côté du SNPSSP (Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique), pas de trace d'invitation à ces concertations. Le secrétaire général dudit syndicat dira n'avoir pas été destinataire de la mouture portant révision constitutionnelle. Et s'il y



Photo : DR

30 personnalités se rendront au siège de la présidence.

avait eu invitation, Mohamed Yousfi affirmera que ça aurait été au Conseil national du syndicat de se prononcer sur la réponse à réserver comme ce fut le cas en 2011 à l'occasion des consultations menées par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah.

D'abord les «petits» partis

Ceci dit, l'on a entamé, depuis quelques jours, une autre phase de ce projet de concertations autour du projet de révision constitutionnelle avec des invitations officiellement envoyées aux chefs de partis, acteurs associatifs et autres personnalités nationales qui ont donné leur quitus pour ces consultations.

Car les 150 invités «choisis» en haut-lieu ont été, dans un premier temps, tous, destinataires, d'une copie de la mouture dudit projet de Constitution consensuelle, il y a près de deux semaines de cela. Avec cette précision que ce premier courrier sera suivi d'un contact ultérieur en vue de convenir du rendez-vous de la rencontre d'avec Ouyahia. Un second contact qui ne concernera, bien entendu, que ceux parmi les chefs

de partis, acteurs associatifs et autres personnalités nationales conviés, qui auront accepté cette offre de concertations. Ce que nous avons, d'ailleurs, confirmé, hier, auprès de certains chefs de partis.

C'est ainsi que le secrétaire général de l'ANR affirme avoir convenu, avant-hier, d'un rendez-vous avec la présidence de la République des «détails» du rendez-vous avec Ouyahia, le parti ayant accueilli favorablement ce projet de révision constitutionnelle. «Nous avons convenu de la journée et de l'horaire de l'entretien avec Ahmed Ouyahia et ses collaborateurs.

Ce sera la semaine prochaine», soutiendra Belkacem Sahli qui tiendra à préciser que chaque chef de parti ou personnalité conviée a la possibilité de se faire «accompagner de quatre de ses proches collaborateurs». Le président d'El Karama fera part d'un second contact qu'il a eu de la présidence de la République pour convenir du rendez-vous.

«Le rendez-vous n'a pas été encore convenu mais cela ne tardera pas», affirmera Mohamed

Benhamou. Ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle les consultations seront entamées avec les partis à représentativité limitée avant de concerner les acteurs associatifs et autres personnalités nationales pour finir avec les patrons des «grosses cylindrées» de la scène politique nationale.

Le premier responsable de Jil Jadid confirmera, pour sa part, la réception de la mouture du projet de révision constitutionnelle, il y a une vingtaine de jours. Et depuis, aucun contact, au vu, précisera Soufiane Djillali, «de notre position de refus de ces consultations».

Du côté de TAJ, le parti du ministre des Transports, un des partisans «zélés» du président de la République, on soutient qu'aucune invitation à ces consultations n'a encore été envoyée. «Aucun rendez-vous n'a encore été convenu avec les chargés du projet des consultations», se contentera de dire Nabil Yahiaoui, le chargé à la communication du parti de Amar Ghoul.

Quant à l'agenda de ces consultations, certainement qu'il sera élaboré au gré des nombreuses défections déjà enregistrées parmi les conviés.

Avec le rejet déjà signifié par les principaux partis de l'opposition comme ceux de la Coordination nationale pour les libertés et la transition (CNLTD) composée du RCD, du MSP, du FJD, d'Ennahda, de Jil Jadid et de l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour, et qui prépare sa conférence nationale sur la transition démocratique prévue le 10 juin prochain.

Il y a aussi le Pôle des forces pour le changement constitué autour du candidat malheureux à la présidentielle du 17 avril dernier, Ali Benflis et celui du FFS.

Ceci, bien entendu, sans oublier bien de personnalités à l'image des anciens chefs de gouvernement Sid-Ahmed Ghazali et Mouloud Hamrouche dont les réserves et surtout les appréhensions qu'ils ont exprimées par rapport au projet, ne se compteront

certainement pas parmi les hôtes de Ouyahia. La présidence de la République qui a rendu, hier, un communiqué à ce sujet, parle de «30 personnalités qui ont accepté l'invitation qui a concerné 36 destinataires, de 52 partis politiques sur 64 invités. Aussi, toutes les 37 organisations et associations nationales destinataires d'une invitation et les 12 professeurs d'université sollicités».

Selon le même communiqué, Ouyahia recevra, entre dimanche et jeudi prochain, au siège de la présidence de la République, 9 personnalités nationales, 8 partis politiques, le président du groupe du tiers présidentiel au Conseil de la nation et 2 organisations nationales», a-t-on indiqué de même source.

M. K.

SORTIE MÉDIATIQUE

DE L'ARMÉE SUR

LA SITUATION SÉCURITAIRE

AUX FRONTIÈRES

Benflis salue l'effort de transparence et de vérité

L'aveu du ministère de la Défense nationale sur la situation sécuritaire «très préoccupante» aux frontières du pays, n'a pas été sans réactions. Ali Benflis, qui trouve en cette sortie médiatique «un effort de transparence et de vérité», salue l'association de l'opinion publique.

En effet, dans un communiqué rendu hier public, l'ex-candidat malheureux aux présidentielles d'avril 2014, souligne qu'«il n'est pas dans la tradition de nos forces armées de verser dans l'alarmisme ou de susciter des inquiétudes sans fondement». D'où, convient-il que si l'armée «a tenu à attirer l'attention de l'opinion publique nationale sur cette situation, dans ces circonstances précises, c'est parce que sa gravité le commandait». Toutefois, et pour mieux rendre claire sa position, en dépit du contexte politique trouble que connaît le pays, il précise : «Nos problèmes intérieurs, en dépit de leur gravité et de leur complexité, ne sauraient nous faire ignorer, ou sous-estimer les conséquences sérieuses de l'instabilité et de l'insécurité dans notre proche environnement régional sur notre sécurité nationale.» Enfin et pour mieux mettre en évidence le principe de la «sécurité nationale» qui pense-t-il «n'est pas séparable de celle de notre environnement régional», il insiste sur «l'urgence de mettre en place un système de sécurité régionale».

Lequel, insiste-t-il, «impose de jour en jour sa nécessité et son importance comme moyens de riposte à la menace terroriste et aux défis qu'elle impose à l'ensemble des Etats régionaux».

M. M.

ABDELMALEK SELLAL OUVRE LA CONFÉRENCE DES NON-ALIGNÉS :

«Unissons nos efforts pour éradiquer le terrorisme»

L'Algérie plaide pour «l'éradication du terrorisme, ce fléau transnational». C'est en tout cas la position exprimée, hier mercredi, par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui présidait la cérémonie d'ouverture de la 17^e conférence ministérielle des pays non-alignés, au Palais des Nations à Club-des-Pins à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Sellal, qui s'exprimait au nom de Abdelaziz Bouteflika, dira, ainsi, devant plus de 80 représentants de pays membres et des dizaines d'invités comme le président de la Bolivie, que des réformes, de quelque nature qu'elles soient, «ne pourront être menées à leur terme et produire les effets positifs qui en sont attendus que si les conditions d'une stabilité et d'une sécurité pérennes sont réunies pour assurer le développement et relever les défis et menaces qui continuent d'assombrir l'horizon des relations internationales». Plus explicite, il poursuit : «A ce titre, le

terrorisme, associé à la criminalité transnationale et au trafic de stupéfiants, est devenu un fléau d'une extrême gravité pour la communauté internationale s'attaquant au tissu politique, économique et social de nos Etats et tendant, progressivement, à étendre les zones d'insécurité et d'instabilité comme dans la région du Sahel.»

Parmi les interlocuteurs de Abdelmalek Sellal au sein de l'assistance, essentiellement des ministres et des ambassadeurs, il y avait effectivement tous les représentants des pays du Sahel, la région la plus violemment ciblée par les terroristes d'Al Qaïda. Mais

pas seulement. L'on y comptait aussi des représentants de pays, parmi ce «mouvement des non-alignés», dont les agissements ne sont pas un modèle en terme de coopération dans la lutte antiterroriste. Loin s'en faut ! La responsabilité de pays comme l'Arabie Saoudite ou encore le Qatar dans l'aggravation de la situation au Sahel et, plus généralement, dans l'ampleur atteinte par la menace terroriste islamiste dans le monde, est effectivement entièrement engagée, c'est le moins que l'on puisse dire.

Le royaume wahhabite qui finance et soutient tous les groupes salafistes depuis toujours et son minuscule et richissime voisin, le Qatar, qui n'hésite même plus à fournir finances et armes y compris à des groupes islamistes armés, comme en Libye et en Syrie avec les résultats que l'on sait, pourront-ils, raisonnablement, jouer le jeu ? Peu probable.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie, qui a le plus souffert de la barbarie terroriste, constatera, par la voix de son Premier ministre qu'il est heureux que la communauté internationale ait pris la mesure de cette grave menace et qu'elle ait décidé de lui opposer une riposte coordonnée et consensuelle tant au niveau des Nations Unies que sur le plan régional.

Il est, dès lors, de la plus haute importance que notre mouvement poursuive son engagement collectif et solidaire et que ses Etats membres unissent leurs efforts en vue d'éradiquer ce fléau transnational».

La conférence d'Alger aura par ailleurs été l'occasion de la tenue de nombreuses rencontres restreintes en marge des travaux dont la plus importante, celle regroupant les représentants de tous les pays directement concernés par la crise libyenne.

K. A.